



A Rome, l'agriculture face à ses destins

OLGA YURKINA
@YurkinaOlga

ÉQUILIBRES Avant New York en septembre, le pré-sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires se tient du 26 au 28 juillet à Rome. Des conflits d'intérêts et le rôle accordé au secteur privé ont divisé la communauté scientifique et la société civile dont une partie boycotte l'évènement

Comment nourrir de manière durable la population mondiale qui atteindra 10 milliards d'habitants en 2050? Quelle politique agricole et environnementale adopter pour freiner le réchauffement climatique et préserver les ressources? Telles sont les questions auxquelles le Sommet mondial sur les systèmes alimentaires, sous l'égide de l'ONU, essaiera de répondre. D'abord à Rome, siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), où un pré-sommet se tient jusqu'au 28 juillet, puis à New York fin septembre.

Urgence climatique oblige, l'alimentation mondiale doit être repensée pour répondre d'ici à 2030 aux objectifs de développement durable adoptés par les Nations unies en 2015. Annoncé comme un «sommet du peuple», l'évènement de l'ONU veut donner la parole à tous les concernés – consommateurs, agriculteurs, scientifiques, politiques et entreprises – pour esquisser les solutions d'avenir. Un objectif louable?

Loin de là, estiment plus de 500 ONG et une partie de la communauté scientifique qui appellent au boycott. A leurs yeux, le sommet crée une illusion de débat démocratique et donne plus de poids au secteur privé qu'aux intérêts des petits paysans et des populations vulnérables. Les critiques pèsent lourd: le partenariat entre le sommet et le WEF, un accord de coopération entre la FAO et CropLife International (l'alliance des firmes agrochimiques), des conflits d'intérêts au sein du panel d'experts et à la gouvernance, comme l'envoyée spéciale du sommet Agnès Kalibata liée à l'agrobusiness en Afrique.

Droits «oubliés»

«Cela fait craindre une approche basée sur le profit plutôt que sur les droits

humains, regrette Stephan Rist, professeur au Centre pour le développement et l'environnement à l'Université de Berne. Alors que le WEF a été très tôt associé aux préparatifs, des institutions publiques, comme le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones du Comité de la sécurité alimentaire, ont été écartées.»

Autre critique, relevée aussi par des rapporteurs spéciaux de l'ONU: les droits des peuples autochtones et des petits paysans ont été relégués au second plan dans les documents préparatoires. «L'ONU ne respecte pas ses conventions en les privant de voix», dit Stephan Rist. Et sa collègue Johanna Jacobi, professeure à l'EPFZ, résume le scepticisme général: «Comment veut-on inciter un changement de paradigme si on néglige les problèmes cruciaux, comme le droit des populations des pays producteurs à gérer leurs ressources, leurs cultures et leur alimentation indépendamment de l'industrie, ses brevets sur les semences et ses produits chimiques?»

Alternative agroécologique

Pour les ONG et chercheurs critiques, la seule solution serait de remplacer la production industrielle, qui détruit les ressources et appauvrit les paysans, par l'agroécologie – une approche équitaine, respectueuse de la nature et de la souveraineté alimentaire. «C'est une bataille décisive entre deux modes de production qui se jouera à Rome et à New York pour poser les bases de l'agriculture du futur», dit Sonja Tschirren, responsable climat et agroécologie chez Swissaid, qui soutient les principes de développement durable et a adopté une position d'observatrice critique face au sommet. «Dans ce contexte, l'ingérence de l'industrie paraît très alarmante.»

Si pour une partie des scientifiques et des organisations paysannes, le boycott semble le seul moyen de pression politique, d'autres ONG et chercheurs saisissent l'opportunité de dialogue offerte par l'ONU.

«Une chance historique»

«C'est une chance historique de participer aux discussions qui redéfiniront notre poli-

tique alimentaire», estime Frank Eyhorn, PDG de Biovision, Fondation pour un développement écologique en Suisse, qui s'engage au sein du sommet. Si les critiques de conflits d'intérêts sont compréhensibles, son expérience a jusque-là prouvé le contraire: «Ce sommet est très ouvert et après des dialogues nationaux menés dans 140 pays, les propositions proviennent surtout de la société civile et incluent l'agroécologie et d'autres approches durables.»

Un avis partagé par Urs Niggli, l'ex-directeur de l'Institut suisse de recherche de l'agriculture biologique, qui fait partie des experts chargés de préparer le sommet. «Pour la première fois, on accorde autant d'importance à la science, aux consommateurs et aux producteurs, conventionnels ou biologiques. Dommage que certains d'entre eux aient décidé de ne pas s'exprimer. C'est leur droit. Mais aucun des groupes d'intérêts ne domine le sommet.» Lui aussi défend l'agroécologie mais dans sa version couplée à la science moderne, dont le génie génétique: «à condition que les innovations relèvent du domaine public».

Illusoire, selon ses collègues critiques. Réaliste, selon l'expert, «si les Etats s'engagent dans ce procédé et soutiennent le développement durable». Les voix des Européens et de la Suisse, adeptes des pratiques durables, pourront faire la différence.

La Suisse pour la durabilité

«La Suisse représentera la voie de la transformation durable», assure Alwin Kopse, responsable du secteur des affaires internationales et de la sécurité alimentaire de l'Office fédéral de l'agriculture. Il entend les critiques des ONG qui exigent des mesures plus contraignantes, et reconnaît certains conflits d'intérêts, mais estime que le processus reste transparent et la présence du secteur privé «en tant que l'un des acteurs clés est même indispensable pour initier les changements». Quant aux droits humains, ils sont intégrés dans les pistes d'action.

«Seront-ils pris en compte dans les décisions finales?» s'interrogent scientifiques et ONG. La répétition générale à Rome avant New York donnera une indication. ■